

et du Bien-être social. Elle découle d'une question posée auparavant par mon honorable ami de Nanaimo-Cowichan-Les Îles. A la lumière de la proposition du premier ministre selon laquelle il faudrait réduire la main-d'œuvre, a-t-il recommandé au Native Council of Canada que les Métis et les Indiens non conventionnés devraient continuer à vivre de l'assistance publique? Ou, a-t-il pu leur offrir une réponse plus encourageante aux propositions du mémoire que le Council lui a récemment présenté?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur l'Orateur. En commentant les nombreuses observations du mémoire, j'ai souligné que plusieurs des recommandations proposées dans le Livre blanc, y compris les modifications au Régime d'assistance publique du Canada, aideraient matériellement plusieurs des Métis à s'affranchir de l'assistance publique.

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Étant donné que le président Nixon a offert 1 milliard aux Indiens de l'Alaska en échange de terres et de pétrole, le très honorable représentant songe-t-il à faire une offre semblable aux Indiens du Yukon et du Territoires du Nord-Ouest?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Puis-je demander si le paiement sera effectué en dollars ou en «wampum»?

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME «PERSPECTIVES-JEUNESSE»—LE DÉLAI D'INSCRIPTION

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État. Comme la date limite du programme Perspectives-Jeunesse prévu pour l'été prochain est fixée au 14 avril dans de nombreux cas, je crois, et comme il règne une grande confusion au Canada sur la façon dont ce programme sera appliqué, le secrétaire d'État ou le ministre qui en est chargé donnera-t-il l'assurance à la Chambre, avant que nous ne nous ajournions pour le congé, qu'on examinera à nouveau ce programme et qu'une prolongation de temps sera accordée au besoin?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Je pense, monsieur le président, d'après les centaines de projets que nous recevons, qu'il y a plus de confusion dans l'esprit de l'honorable député que dans celui des jeunes de ce pays.

Je m'étonne que la confusion de l'honorable député en soit au point qu'il ne sait apparemment pas qu'une réunion est convoquée pour cinq heures cet après-midi, pour tous les députés intéressés à rencontrer les fonctionnaires,

[M. Barnett.]

agents d'information et autres personnes capables de fournir tous les renseignements que les députés n'auraient pas encore obtenus, ou même ceux qui ont déjà été communiqués aux députés, mais dont j'ai la preuve qu'un certain nombre de l'opposition ne les ont pas lus.

[Traduction]

M. Nesbitt: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Ni les autres députés, ni moi-même n'avons reçu de document de ce genre. J'en arrive à conclure que le ministre ne sait pas de quoi il parle.

Des voix: Oh, oh

* * *

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LA NOMINATION D'UN PRÉSIDENT

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Compte tenu de la démission récente de M. Robert Burns Cameron—un bon Canadien qui a bien mérité de la Nouvelle-Écosse et du Canada—de ses fonctions de président de la Devco, et vu qu'il est urgent d'assurer la continuité de la direction de cette importante corporation, le ministre peut-il dire à la Chambre dans quel délai il pourvoira à ce poste vacant?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je regrette le départ de M. Cameron et je partage les sentiments du député. J'espère pouvoir trouver très bientôt un remplaçant.

M. David MacDonald (Egmont): Vu les incertitudes qui planent sur l'avenir de la Devco, le ministre pourrait-il faire une déclaration sur cet important problème lorsque la Chambre reprendra ses travaux vers la fin du mois?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): A ce moment-là, monsieur l'Orateur, je crois que le directeur général aura été nommé.

[Traduction]

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Le ministre de l'Expansion économique régionale consultera-t-il M. R. B. Cameron au sujet de toute nomination qu'il pourrait faire à la présidence du conseil et aux postes vacants au sein du conseil d'administration?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, nous prendrons sans aucun doute l'avis de toutes les personnes qui connaissent la Devco et ses problèmes. Au fait, M. Cameron est une des personnes les plus compétentes dans le domaine des problèmes du Cap-Breton.